*LES RÉSOLUTIONS DES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES
INTERNATIONALES DES ÉTATS MEMBRES DU CAEM ET LE DROIT
INTERNE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE*

Małgorzata Lachs

La question de l'efficacité des résolutions des organisations internationales dans l'ordre juridique interne de l'État est liée à un problème général du rapport entre le droit international et le droit national. Ce problème connaît plusieurs élaborations, aussi bien des théoriciens de l'État et du droit que de ceux du droit international et constitutionnel ¹.

¹ Sur le rapport mutuel du droit international et du droit national voir dans la littérature polonaise : C. Berezowski, *Wzajemny stosunek prawa międzynarodowego i krajowego* [Le rapport mutuel du droit international et du droit national], « Państwo i Prawo » [cité ci-après PiP], 1964, n° 8-9, p. 218 et suiv., et du même auteur, *Prawo międzynarodowe publiczne* [Le droit international public], 1^{er} partie, Warszawa 1966, p. 109 et suiv.; W. Suchecki, *Prawo krajowe a prawo międzynarodowe (w świetle teorii państwa i prawa)* [Le droit national et le droit international (à la lumière de la théorie de l'État et du droit)], dans *Studia z teorii prawa* sous la rédaction de S. Ehrlich, Warszawa 1965, p. 179 et suiv.; L. Gelb er g, *Z problematyki umów międzynarodowych na tle praktyki polskiej* [De la problématique des accords internationaux à la lumière de la pratique polonaise], dans *Księga pamiątkowa dla uczczenia 50-lecia pracy naukowej J. Makowskiego*, Warszawa 1957, p. 119 et suiv., et du même auteur : *Umowy międzynarodowe jako źródło prawa PRL* [Les accords internationaux en tant que source du droit de la R.P.P.], « Sprawy Międzynarodowe » 1966, n° 5, p. 31 et suiv., *Umowy międzynarodowe w systemie prawnym PRL* [Les accords internationaux dans le système juridique de la R.P.P.], « Nowe Prawo », 1974, n° 1; K. Skubiszewski : *Sejm i zawieranie umów międzynarodowych* [La Diète et la conclusion des accords internationaux], PiP, 1959, n° 3, p. 500 et suiv., même auteur, *The Validity of Treaties in Polish Municipal Law*, dans *Rapports polonais présentés au VI-ème Congrès international de Droit Comparé*, Warszawa 1962, *Resolutions of International Organisations and Municipal Law*, « Polish Yearbook of International Law », vol. II, 1968 - 1969, p. 80 et suiv., *Legal Nature and Domestic Effects of Acts of International Organizations*, dans *Rapports polonais au VIII-ème-Congrès International de Droit Comparé*, Warszawa 1970, p. 194 et suiv., *Prawo PRL a traktaty* [Le droit de la R.P.P. et les traités], « Ruch Prawniczy, Ekonomiczny i Socjologiczny » [cité ci-après RPEiS], 1972, n° 3, p. 1 et suiv., *Miejsce traktatów w porządku prawnym PRL* [La place des traités dans l'or-

^{2*}

Il paraît inutile de présenter en détail toutes les conceptions relatives aux rapports mutuels du droit international et du droit national, étant donné que cette question a été largement traitée dans la littérature juridique polonaise.

Dans la doctrine polonaise on peut rencontrer les théories basées sur la conception que le droit national et le droit international sont Tun pour l'autre le droit étranger ². Le fond de la question réside dans l'imposition, dans les relations intérieures de l'État donné, de l'efficacité à un acte normatif né avec la participation de cet État dans la sphère internationale. La source de cette efficacité découle de l'engagement international de l'État qui a accepté cet acte³. Cela constitue une base suffisante de l'efficacité, à moins que la Constitution ou la pratique constitutionnelle de l'État n'exigent des démarches additionnelles ayant pour but d'imposer l'efficacité à un acte donné en droit interne ⁴.

L'inclusion des règles du droit international dans le droit interne prend souvent le nom de transformation, d'incorporation ⁵ ou de réception⁶. Un autre procédé pratiqué est d'inclure dans la loi un article indiquant qu'elle n'est obligatoire qu'autant que les accords, auxquels l'État donné est partie, ne contiennent d'autres dispositions. Dans la littérature qui traite de ce sujet on rencontre également les constructions juridiques consistant dans la différenciation de la force obligatoire et de l'application

dre juridique de la R.P.P.], « Sprawy Międzynarodowe », 1973, n° 1, p. 80 et suiv., *Uchwały prawotwórcze organizacji międzynarodowych* [Les résolutions créatives de droit des organisations internationales], Poznań 1965; A. Klafkowski, *Umowa międzynarodowa a ustawa* [L'accord international et la Loi], RPEiS, 1965, n° 4, pp. 1-20; S. Kaźmierczyk, *Umowa międzynarodowa jako źródło prawa wewnętrznego Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej* [L'accord international en tant que source du droit interne de la République Populaire de Pologne], Wrocław 1968; S. Rozmaryn, *Skuteczność umów międzynarodowych PRL w stosunkach wewnętrznych* [L'efficacité des accords internationaux de la R.P.P. dans les rapports intérieurs], PiP, 1962, n° 11, p. 95 et suiv.; J. Jodłowski, *Zasady przewodnie polskiego międzynarodowego prawa procesowego cywilnego* [Les principes du droit processuel civil international polonais], dans *Księga pamiątkowa ku czci K. Stefki*, Warszawa 1967, p. 119 et suiv.

² Ainsi C. Berezowski, *Wzajemny stosunek...*, p. 218 et suiv.; J. Jakubowski, *Prawo jednolite w międzynarodowym obrocie gospodarczym* [Le droit unique dans les rapports économiques internationaux], Warszawa 1971, p. 46; S. Kaźmierczyk, *op. cit.*, p. 45; K. Skubiszewski, *The Validity...*

³ J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 49.

⁴ J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 49.

⁵ Les termes généralement employés : « transformation » ou « incorporation » ; voir p.ex. C. Berezowski, *Wzajemny stosunek...*, et également K. Skubiszewski : *Uchwały prawotwórcze...*, p. 126, et *Resolutions...*, p. 80.

⁶ Le terme de « réception » a été introduit par J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 50.

du droit étranger en droit interne polonais. C. Berezowski⁷ a écrit en effet que ce n'est que le droit national qui peut être obligatoire, pendant que le droit international peut être seulement applicable. Cette opinion a été pourtant critiquée⁸, car il est permis d'affirmer que le droit international est applicable justement parce qu'il est obligatoire.

Les opinions récentes de la doctrine polonaise accentuent d'une manière encore plus manifeste un caractère distinct de ces deux ordres juridiques⁹. J. Jakubowski estime même que le terme « transformation » doit être éliminé de la pratique, car il entraîne une confusion des notions^{10 11}. L'acceptation de l'acte du droit international ne produit pas de changement de son caractère. On peut également soulever certaines réserves en ce qui concerne le terme « incorporation », car la règle de droit continue à être dans le cadre du droit international. Cet auteur propose le terme « réception » qui ne suggère pas de changement du caractère de la règle du droit international, mais il signifie seulement que le système juridique national a reçu une règle existant en droit international¹¹. Il convient d'admettre une conclusion que les actes de l'État qui précisent les normes internationales qu'il faut observer et appliquer sur le territoire national, ne peuvent priver ces normes du caractère international. Ils ne peuvent pas d'autant plus, par l'inclusion de ces normes dans le système du droit interne, transformer leur contenu et leurs effets juridiques¹².

De tels actes devraient être traités non pas comme une transformation ou une incorporation, mais comme une notification de la norme du droit international en vue de son observation et application sur le territoire de l'État donné¹³.

La problématique de l'efficacité du droit international a fait l'objet des considérations relatives aux accords internationaux conclus par la Pologne. Les conclusions fondamentales à ce sujet ont été élaborées par S. Rozmaryn¹⁴: Cet auteur a introduit le terme d'« efficacité » précisant le caractère de la validité des accords internationaux en droit interne polonais¹⁵. Ainsi, il n'admet pas la théorie d'une transformation ou d'une in-

⁷ C. Berezowski, *Wzajemny stosunek...*, p. 218 et suiv.

⁸ Des observations critiques ont été présentées par W. Suchecki, *op. cit.*, pp. 184 - 185, J. Jodłowski, *op. cit.*, p. 126, et J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 48.

⁹ Voir p.ex. J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 46 ; S. Kaźmierczyk, *op. cit.*, p. 45.

¹⁰ J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 50.

¹¹ J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 50.

¹² J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 52.

¹³ J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 52.

¹⁴ S. Rozmaryn, *Ustawa w Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej [La loi en République Populaire de Pologne]*, Warszawa 1974, p. 319 et suiv., et *Skuteczność...*, p. 95 et suiv.

¹⁵ S. Rozmaryn, *Ustawa...*, pp. 327 - 328.

corporation. La règle générale dominante en droit polonais est, par contre, celle de l'efficacité d'un accord international *proprio vigore* ¹⁶. L'obligation de la publication d'un accord donné constitue une question distincte. Cette obligation est applicable à l'égard des accords internationaux qui réglementent les domaines réservés aux lois ou réglementés par la loi. Dans ces cas, l'efficacité de tels accords est conditionnée par leur publication dans le Journal des Lois ¹⁷.

Ainsi, ne doivent pas être publiés les accords internationaux qui réglementent les domaines susceptibles d'être réglés par les ordonnances du Conseil des ministres ou par les arrêtés indépendants, ou bien ceux qui réglementent les domaines déjà réservés à la régulation légale, mais qui sont réglés de plein droit par les arrêtés et les actes réglementaires exécutifs ayant le caractère général¹⁸.

La pratique a confirmé, paraît-il, l'efficacité des accords internationaux en droit interne polonais *proprio vigore*.

Il en résulte qu'il est hors de doute que dans le système juridique de la R.P.P. les accords internationaux n'exigent ni « une transformation », ni « une incorporation » dans le droit interne ¹⁹. Ainsi, comme cela a été souligné plus haut, pour l'efficacité intérieure dans les domaines réservés à la réglementation légale (p.ex. la procédure judiciaire) est exigée, en dehors de la ratification, la publication dans le Journal des Lois. Ainsi, selon J. Jodłowski, au moment où un accord international est publié, il cesse d'être seulement un engagement de l'État à l'égard d'un autre État sur le plan des relations internationales, mais il devient la loi applicable par les organes de l'État, notamment par les tribunaux. Comment se forme pourtant le rapport mutuel de l'accord à la loi ?

L'accord international est la *lex specialis* à l'égard de la loi — la *lex generalis*. J. Jodłowski souligne que la publication de l'accord international dans le Journal des Lois constitue un moment essentiel, car au moment de sa publication l'accord international devient une partie de l'ordre juridique obligatoire dans l'État.

Cet auteur affirme que la source constitue la seule différence essentielle entre la loi et l'accord international. La loi tire son origine du législateur, l'accord étant conclu par un organe qui y est autorisé. Il en résulte que l'accord ne peut pas être modifié par la loi.

En conclusion, il convient d'admettre que sur le plan de la procédure civile internationale, les tribunaux et d'autres organes compétents appli-

¹⁶ S. Rozmaryn, *Ustawa...*, p. 327.

¹⁷ S. Rozmaryn, *Ustawa...*, p. 335.

¹⁸ L. Ge1berg, *Umowy międzynarodowe w systemie prawnym PRL*, p. 46.

¹⁹ J. Jodłowski, *op. cit.*, p. 125 et suiv.

queront directement et en priorité les dispositions des accords internationaux ratifiés et publiés en due et bonne forme dans le Journal des Lois.

II. Cependant, la question se pose de savoir comment se présente l'efficacité des résolutions acceptées des organisations économiques internationales des États membres du Conseil d'Assistance Économique Mutuelle en droit interne de la République Populaire de Pologne.

Il manque dans le droit interne polonais de dispositions appropriées concernant l'efficacité des résolutions internationales. Dans la pratique des États ce cas n'est pas isolé. En effet, dans la plupart des pays, n'est réglé dans leurs constitutions que le rapport du droit national à celui des traités, ainsi que sont précisés les organes autorisés à conclure les accords internationaux²⁰. Cet état de choses est causé probablement par le fait que dans les constitutions des pays sont prises en considération les institutions traditionnelles du point de vue du droit international.

Les accords internationaux en font indubitablement partie. L'activité en matière de résolutions à prendre par les organisations internationales est un phénomène relativement récent, d'où il manque de réglementations juridiques dans ce domaine.

L'absence de dispositions appropriées, de même qu'une analyse insuffisante de la pratique ont contribué à la naissance dans la doctrine de plusieurs divergences de vues aussi en ce qui concerne l'efficacité des recommandations acceptées du CAEM en droit polonais. En effet, le problème des actes réglementant, les questions d'organisation et de procédure n'a pas entraîné de pareilles controverses.

Certains auteurs qui s'occupent de ces problèmes traitent les recommandations acceptées du CAEM comme les accords économiques conclus par les États socialistes²¹. Il résulterait de ces opinions que les recommandations du CAEM ont la même force obligatoire que les lois.

²⁰ La critique de cet état de choses se trouve chez K. Kocot, *Organizacje międzynarodowe. Systematyczny zarys zagadnień prawa między narodowe go* [Les organisations internationales. Aperçu systématique des questions du droit international], Wrocław 1971.

²¹ J. Sandor ski, *Uchwały RWPG a prawo wewnętrzne PRL* [Les résolutions du CAEM et le droit interne de la R.P.P.], « Nowe Prawo », 1967, n° 10, p. 1331. K. Skubiszewski écrit, lui aussi, qu'« en cherchant les solutions dans le domaine du rapport entre le droit interne et le droit formé par les organisations [...] il est permis de recourir à l'analogie qui découle des solutions admises en ce qui concerne la place des traités en droit interne » (*Uchwały...*, p. 125). K. Kocot écrit par contre que le traitement des résolutions des organisations internationales analogue à celui des traités dans le domaine de la validité en droit interne des États est complètement dénué de fondement (op. cit., p. 228).

La disposition de Tart. IV pt 1^{er} des Statuts du CAEM constitue la base des conceptions différentes. Elle stipule que « La réalisation par les pays membres du Conseil des recommandations acceptées se fait en vertu des résolutions des gouvernements ou des organes compétents de ces pays, conformément à leur législation ». Cette disposition donne lieu à la présomption que les recommandations acceptées du CAEM ne sont pas opérantes directement, mais elles exigent encore certains actes qui introduisent ces recommandations par la voie des décisions appropriées à prendre par les organes d'État compétents²².

On peut pourtant affirmer que Tart. IV pt 1^{er} concerne le mode de réalisation par les États membres des recommandations déjà acceptées. En cas d'admission d'une pareille opinion, l'art. IV pt 1^{er} ne préciserait donc pas le mode d'approbation, mais il indiquerait seulement, d'une manière générale, le mode de réalisation des recommandations acceptées dans les différents États membres du Conseil²³.

Il est à noter à cette occasion que ces controverses ne concernent que l'efficacité des recommandations du CAEM même. Hors des considérations quelconques se trouve tout le groupe d'organisations économiques internationales des États socialistes, telles que l'« Interchim » l'« Intermetal », le Parc collectif des wagons de marchandise, la Banque internationale d'investissements. Pourtant, elles doivent susciter l'intérêt des théoriciens eu égard au caractère des résolutions prises par celles-ci. Les résolutions des organisations internationales fondées dans le processus de coopération et d'intégration des pays de la communauté socialiste, diffèrent en ce qui concerne leur structure juridique²⁴.

Le mode des résolutions à prendre dans ces organisations n'est pas homogène. On prend en considération trois solutions : l'unanimité des représentants de tous les États membres, l'unanimité des représentants des États intéressés et la majorité qualifiée de $\frac{3}{4}A$ des voix (la solution admise exclusivement dans la Banque internationale d'investissements).

La pleine unanimité est exigée dans les organisations spécialisées, p.ex., l'Organisation de coopération de l'industrie des métaux ferreux — « Intermetal » (art. VI pt 3 de l'arrangement) ou dans l'Organisation pour la collaboration dans l'industrie des roulements à bille (art. IV des Statuts).

²² J. Jakubowski, *op. cit.*, p. 185.

²³ J. Sandrorski, *op. cit.*, p. 1333.

²⁴ A. Wasilkowski, *Socjalistyczna integracja gospodarcza [L'intégration économique socialiste]*, Warszawa 1974, p. 70 et suiv. Voir aussi à ce sujet du même auteur, *Zalecenia Rady Wzajemnej Pomocy Gospodarczej [Les recommandations du Conseil d'Assistance Économique Mutuelle]*, Warszawa 1969; H. de Fiume 1, *Rada Wzajemnej Pomocy Gospodarczej. Studium prawno-międzynarodowe [Le Conseil d'Assistance Économique Mutuelle. Étude de droit international]*, Warszawa 1961.,

L'unanimité relative est prévue dans le CAEM (art. IV des Statuts).

Comme il résulte de l'art. IV des Statuts du CAEM, l'unanimité relative signifie que toutes les résolutions ne sont prises dans le Conseil qu'avec le consentement des pays intéressés et ne concernent pas les pays qui ont déclaré qu'ils ne sont pas intéressés par une question donnée.

Cette solution est justifiée par une différenciation économique, territoriale, etc., des pays membres du CAEM. Par conséquent, ces pays sont intéressés d'une manière différente par la coopération dans les différents domaines de leurs rapports mutuels.

Tout État a le droit de déclarer son intérêt pour une question quelconque examinée par le Conseil. Aucune forme spéciale n'est exigée. Par contre, la déclaration de désintéressement se manifeste par la déclaration des représentants de l'État (dans l'organe du CAEM) que cet État ne participera pas à l'entreprise en vue. Il peut pourtant participer à l'examen d'une question ou retirer sa déclaration de désintéressement. La résolution prise sans participation de l'État non intéressé ne produit pas d'effets à l'égard de cet État.

Du point de vue des effets juridiques, les résolutions prises par les organisations économiques internationales des États socialistes peuvent être divisées en deux groupes : les recommandations (simples et qualifiées) et les décisions (simples et conditionnelles).

Les recommandations prises par le CAEM, l'« Intermetal » ou l'Organisation pour la collaboration dans l'industrie des roulements à bille portent essentiellement sur la coopération économique, scientifique et technique.

Les recommandations, tenant compte de leurs effets juridiques, se divisent en simples et qualifiées. En ce qui concerne les premières, ni l'accord sur la création de l'organisation ni ses statuts ne font pas lier au fait de la prise de ces recommandations les effets juridiques déterminés. Le CAEM et l'Organisation pour la collaboration dans l'industrie des roulements à bille prennent les recommandations qualifiées. Cela signifie que les États intéressés sont obligés à notifier, dans les 60 jours à compter de la signature du procès-verbal de la séance d'un organe donné, les résultats de l'examen d'une recommandation.

Les décisions, en tant que type d'une résolution, réglementent, en règle générale, les questions de procédure et d'organisation. Elles entrent en vigueur à partir du jour de la signature du procès-verbal de la séance d'un organe donné du Conseil.

Il existe certaines exceptions à cette règle. Dans l'« Intermetal » et l'« Interchim », les décisions peuvent être prises dans les questions de la coopération économique, scientifique et technique. Dans les statuts de l'« Interchim » on a établi le catalogue des questions réglées par les déci-

sions, par contre, le Conseil de l'« Intermetal » décide lui-même quel type de résolution (une recommandation ou une décision) doit être pris le cas échéant.

Les décisions conditionnelles sont prises dans l'Organisation pour la collaboration dans l'industrie des roulements à bille. Elles entrent en vigueur si, au cours des 30 jours à partir de la signature du procès-verbal de la séance de la Direction, les organes compétents des parties n'ont pas formulé leur objection par l'intermédiaire de leurs représentants dans l'Organisation. A. Wasilkowski écrit justement qu'en cas de décisions et de décisions conditionnelles, la force obligatoire d'une résolution est liée au fait même de la prise de celle-ci, tandis qu'en cas de recommandation, cette force dépend de l'adoption des actes de reconnaissance (d'acceptation par les États)²⁵.

Dans le CAEM, les questions de fond, donc celles de la coopération économique, scientifique et technique, sont réglementées par les recommandations (art. IV pt 1^{er} des Statuts).

Si nous divisons les résolutions des organisations internationales selon le critère de la force obligatoire, les recommandations appartiendront aux résolutions qui ne lient pas juridiquement leurs destinataires au moment où elles sont prises. Cependant la décision, par opposition à la recommandation, est un acte de l'organisation juridiquement obligatoire pour l'État au moment de la signature du procès-verbal de la séance d'un organe de l'organisation donnée. En effet, dans certaines autres organisations des États membres du CAEM (p.ex. la Banque internationale d'investissements), les questions de fond sont réglées par la voie des décisions à prendre. Pour que les recommandations puissent être obligatoires dans les États membres, il est nécessaire, de plus, un acte juridique acceptant les recommandations prises, rendu par un organe d'État compétent.

Ainsi, par opposition à la recommandation, l'État est lié, du point de vue du droit international, par la décision au moment où elle est prise.

La question du rapport entre les recommandations ainsi que les résolutions prises par d'autres organisations économiques socialistes et le droit interne polonais exige l'examen de la pratique appropriée des États. Ce problème s'est encore compliqué après la dissolution du Comité de coopération avec l'étranger, dont le Présidium approuvait les procès-verbaux des séances des organes du Conseil, de même que les programmes de réalisation des engagements qui résultent pour la Pologne des recommandations acceptées (§ 6 pt 1^{er} des Statuts d'organisation).

Il paraît qu'en étudiant le rapport entre les recommandations du CAEM et le droit national, il faut traiter séparément les actes créant le

²⁵ A. Wasilkowski, *Zalecenia Rady Wzajemnej Pomocy Gospodarczej*.

droit commun distinct du CAEM et formulant certaines règles générales de comportement pour les États membres, comme, p.ex., les principes de base de la division socialiste internationale du travail, le Programme complexe et les Conditions générales de livraisons de 1968, les Conditions générales du montage, du service technique, les principes généraux de garantie des pièces de rechange dans les échanges entre les entreprises des pays membres du CAEM de 1973 et les recommandations réglementant le rapport économique concret.

La pratique qui s'est établie sur la base de l'art. IV pt 1^{er} des Statuts du CAEM est très variée dans les États membres du CAEM²⁶. L'exemple en est la réalisation de la recommandation de la Commission du commerce extérieur portant sur l'application pratique des Conditions générales de livraisons des marchandises entre les entreprises des pays membres du CAEM (1968).

Sans se lancer dans les comparaisons de la procédure d'approbation admise dans les États du CAEM, il est permis de constater que dans chacun de ces États la condition *sine qua non* de la validité des conditions générales sur le plan intérieur est un acte rendu par un organe d'État compétent.

En Pologne, les formules qui font introduire les recommandations dont le contenu sont les Conditions générales de livraisons, sont établies par les arrêtés rendus dans le domaine du commerce extérieur. Elles ont, p.ex., la teneur suivante : « En vertu de l'art. 2, en rapport avec l'art. 384 du code civil, et de l'ordonnance n° 284 du Conseil des ministres en date du 21 décembre 1973 portant sur les Conditions générales du montage, les Conditions générales du service technique, les principes généraux de garantie des pièces de rechange dans les échanges entre les entreprises des pays membres du CAEM (Monitor Polski n° 57, texte 323) il est disposé ce qui suit ».

Le mode d'application des conditions générales résulte, paraît-il, de la construction juridique adoptée dans l'art. 2 du code civil. Il dispose, en effet, que le Conseil des ministres ou un autre organe de l'administration de l'État qui agit par délégation des pouvoirs, peuvent réglementer les

²⁶ Ainsi, p.ex., en République Socialiste de Tchécoslovaquie, les Conditions générales de livraisons de 1968 ont été acceptées par le Parlement — l'Assemblée Générale, en Hongrie — par le Conseil Présidentiel, en Roumanie — par le Conseil d'État, en Bulgarie — par le Gouvernement, et en Pologne, en R.D.A. et en U.R.S.S. — par le ministre du commerce extérieur. Les données citées d'après A. N. Talajev, *Socialistic ska ja ekonomice skaja integracija i voprosy teorij mezunarodnogo dogovora*, dans *Mezvedomstvennye swjazi ...* op. cit. p. 71. A ce sujet voir aussi M. Kotor a, *Rozwój jednotneho prawniho režimu clenstkich statu RVHP a nektere jeho legislativne aspekty*, « Pravník », 1974, n° 2, pp. 84 - 96.

rapports de ces échanges de manière à faire des dérogations aux dispositions du code. Dans ce cas, il s'agit d'introduction des dispositions des conditions générales apportant des modifications aux dispositions ayant le caractère de *ius cogens* (relatives à la prescription) du code. Cela est fait justement en vertu de l'arrêté du ministre du Commerce extérieur.

Il est pourtant permis de réfléchir sur le bien-fondé d'évoquer les articles susmentionnés du code civil dans les arrêtés du ministre du Commerce extérieur. Ces articles ne portent, en effet, que sur les échanges entre les unités polonaises de l'économie socialisée, pendant que les conditions générales concernent les échanges entre les unités de l'économie socialisée des différents États. De plus, l'art. 2 n'autorise qu'aux actes réglementaires à rendre en matière réglementée par les dispositions du code civil, cependant les Conditions générales de livraisons contiennent également les dispositions concernant les normes du code de procédure civile (§ 983),

En ce qui concerne le fait d'accorder l'efficacité à d'autres actes virtuellement créatifs de droit en droit interne polonais, il est à noter que, p.ex., le Programme complexe d'approfondissement et de perfectionnement ultérieurs de la coopération et du développement de l'intégration économique socialiste des pays membres du CAEM (1971) a été introduit par l'ordonnance du Conseil des ministres. Ainsi, en se fondant seulement sur la pratique d'application des conditions générales et d'autres actes du droit unique, il n'est pas possible, paraît-il, de tirer des conclusions plus générales concernant l'efficacité, dans le droit interne polonais, des recommandations acceptées du CAEM relatives au rapport économique concret.

L'acceptation des recommandations a été réglée par l'ordonnance n° 99 du Conseil des ministres de 1970 au sujet de l'activité des organes principaux et centraux de l'administration de l'État dans la planification et la réalisation de la coopération économique, scientifique et technique avec l'étranger. Aux termes du § 4 pt 3 de l'ordonnance, les recommandations plus importantes des organes du CAEM sont acceptées par le Conseil des ministres, tandis que les décisions portant sur l'acceptation des recommandations n'exigeant pas l'examen par le Conseil des ministres, sont prises par le représentant permanent de la R.P.P. dans le CAEM.

Le problème se pose donc de savoir si ces actes créent uniquement une obligation internationale, c'est-à-dire ils sont adressés à l'extérieur, ou bien s'ils produisent en même temps l'effet de leur validité dans l'ordre intérieur de l'État. En cas de bien-fondé de la première conception, il serait nécessaire de disposer d'un acte distinct qui produirait l'efficacité des recommandations acceptées dans le droit national. L'examen de la pratique administrative appropriée a démontré que les organes susmention-

nés de l'administration de l'État rendent deux actes: un acte qui accepte une recommandation donnée et un autre qui lui confère l'efficacité dans l'ordre intérieur de l'État. Ces actes entraînent la naissance d'une obligation internationale et la réception de la règle du droit internationale par le droit interne.

Certains doutes peuvent apparaître également dans la question de savoir à partir de quel moment les recommandations acceptées du CAEM sont obligatoires dans les rapports mutuels entre les États membres du CAEM. Cette question est liée à la nature juridique de l'acte de reconnaissance d'une recommandation. Il s'agit ici, en effet, de savoir si le devoir de la réalisation de la recommandation acceptée est né en raison de la reconnaissance d'une recommandation par chaque État séparément, ou bien en raison de la reconnaissance par une partie déterminée de ceux-ci, ou encore par tous les destinataires²⁷. Ce problème n'a pas été réglé par les Statuts du CAEM. L'absence de dispositions appropriées concernant le délai de naissance d'une obligation internationale est considérée comme une lacune du droit.

Le moment de la validité des recommandations acceptées diffère selon que la recommandation est reconnue pour un acte individuel et indépendant d'autres actes de cette sorte, ou qu'il est admis qu'il fait partie d'un certain processus composé de plusieurs actes juridiques entrepris par les États particuliers, lequel donne le résultat global sous forme de reconnaissance ou de non-reconnaissance d'une recommandation²⁸.

Si nous considérons une recommandation comme un acte individuel, le devoir de l'État est né au moment de l'acceptation de celle-ci. L'admission de la seconde conception fait que la recommandation acceptée par l'État ne prend la force obligatoire qu'au moment de la reconnaissance de celle-ci par tous les États qui ont manifesté leur intérêt au moment de l'adoption d'une recommandation.

Il paraît que la pratique est plus proche de la première conception, c'est-à-dire l'obligation est née au moment de l'acceptation d'une recommandation par l'État, car c'est un acte individuel indépendant d'autres actes pareils des États intéressés.

S'il s'agit des organisations spécialisées des pays socialistes, il est à noter, comme nous l'avons mentionné plus haut, que le problème du rapport des résolutions prises par elles au droit interne de la R.P.P. n'a pas été, jusqu'à l'heure actuelle, examiné d'une manière suffisante.

Dans des questions de la coopération essentielle, ces organisations, comme cela a été dit plus haut, prennent aussi bien les recommandations

²⁷ A. Wasilkowski, *Zalecenia...*, p. 259.

²⁸ A. Wasilkowski, *Zalecenia...*, p. 259.

que les décisions. Les recommandations sont acceptées par les ministres compétents qui rendent, de même que dans le cas du CAEM, deux actes : un acte d'acceptation et celui qui constitue la réception d'une norme par l'ordre interne de l'État.

La question de la décision est plus compliquée. Du point de vue du droit international, ce sont les actes qui deviennent opérants au moment de la signature du procès-verbal de la séance d'un organe de l'organisation. Les décisions prises par certaines organisations spécialisées sont directement obligatoires pour les États membres.

L'examen de la pratique a prouvé que pour que les décisions aient leur efficacité en droit interne de l'État, il est nécessaire de disposer d'un acte rendu par un organe d'État compétent. Les décisions, p.ex., de la Banque internationale d'investissements ont le caractère directement obligatoire et lient l'État à partir du jour de la signature du procès-verbal de la séance du Conseil ou de la Direction de la Banque. Pour qu'elles puissent être obligatoires à l'intérieur de l'État, un organe respectif de l'État rend un acte déterminé. Ainsi, dans ce cas, l'État ne rend pas un acte acceptant une décision donnée (comme cela a lieu dans le cas des résolutions ayant le caractère de recommandations), qui produirait l'effet sur le plan du droit international, mais il fait la réception de la décision par le droit interne par l'intermédiaire d'un acte distinct. Dans d'autres organisations, les décisions acceptées, indépendamment de leur caractère impératif du point de vue du droit international, doivent être acceptées par un organe respectif de l'administration de l'État, comme c'est le cas, p.ex., des décisions de l'« Intermetal » ou de l'Organisation de la coopération en matière de liaison postale et électrique, où cette acceptation leur confère l'efficacité dans l'ordre juridique interne de l'État. Ainsi, les décisions ont été égalées dans le droit interne avec les recommandations.

Comme il paraît, la division des résolutions dans l'ordre juridique de l'État, admise par le droit international, en recommandations et décisions, n'a pas d'importance valable ²⁹.

²⁹ Dans ce point on a passé outre à la question du conflit entre les actes normatifs des organisations internationales et le droit interne. Cela a été élaboré d'une manière exhaustive par K. Skubiszewski. Il admet qu'un organe d'État doit appliquer, par la voie d'analogie, les règles qui réglementent dans un État donné le conflit entre le droit interne et la règle internationale, conventionnelle ou coutumière. Deux solutions sont possibles : en droit interne de l'État, c'est le droit interne ou le droit international qui jouissent de la primauté. Dans les premier cas, l'État supportera la responsabilité à l'égard d'autres États et organisations du fait des engagements internationaux non accomplis. Il est, en effet, de règle, que l'État ne peut pas motiver l'infraction au droit international en évoquant son droit interne. K. Sku -

Il est difficile de tirer des conclusions plus complètes concernant le rapport des résolutions des organisations économiques internationales des États socialistes au droit interne de la R.P.P. Cela est lié, sans aucun doute, au manque d'uniformité de la pratique à ce sujet. La cause en est l'absence de dispositions appropriées du droit interne réglementant cette question.

Il y a une seule question qui paraît être indubitable, à savoir que la résolution acceptée par l'organisation internationale exige, pour son efficacité à l'intérieur du pays, un acte distinct.

L'efficacité des résolutions des organisations internationales en droit polonais n'est pas réglementée dans la Constitution. Le mode de leur publication n'est pas, non plus, juridiquement réglementé.

L'absence d'un acte juridique unique réglementant la question de l'efficacité des résolutions en droit interne de la R.P.P. constitue encore un exemple que la pratique des États devance les réglementations juridiques. Le nombre toujours croissant des organisations prenant des résolutions exige la publication d'actes juridiques formulant cette question d'une manière complexe.

Aussi longtemps qu'il n'existe pas de dispositions uniformes concernant l'efficacité des résolutions des organisations internationales en droit interne de la R.P.P., il paraît qu'un acte qui fait la réception d'une résolution acceptée par le droit intérieur est indispensable du point de vue de la garantie de l'exécution de ces résolutions.

biszewski, *Uchwały...*, p. 129 ; dans ce même ouvrage voir les considérations au sujet du conflit du droit interne et du droit formé par les communautés européennes, pp. 131 - 132.